

PUBLICATIONS CANADIENNES (*)

LA LITTÉRATURE CANADIENNE DE RELATIONS INTERNATIONALES EN 2000 (**)

PAR

JEAN-FRANÇOIS RIOUX et FRÉDÉRIC RAMEL (***)

Durant l'année 2000, les périodiques universitaires canadiens ont continué à traiter en priorité des thèmes les plus importants de la politique étrangère canadienne : relations canado-américaines, mondialisation, sécurité humaine et consolidation de la paix. Naturellement, plusieurs autres sujets ont été abordés et nous ferons mention de certaines contributions notables sur les conflits internationaux et sur l'élaboration de la politique extérieure. Les publications de livres ont été moins nombreuses en 2000. Les auteurs canadiens préfèrent souvent publier aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne. Les maisons d'éditions commerciales canadiennes publient peu de titres en relations internationales et les maisons universitaires se spécialisent dans des études plutôt pointues.

Relations canado-américaines

La prospérité et la sécurité du Canada dépendent presque complètement de sa relation amicale mais aussi parfois tendue avec son voisin du sud. Plus de 80 % des importations et exportations du Canada se font avec le géant américain et les traités de coopération en matière de défense avec les États-Unis assurent la protection du Canada contre les menaces extérieures. La signature de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord a renforcé cette relation. Les analystes canadiens témoignent d'une recrudescence d'intérêt pour les liens avec les États-Unis à cause de développements récents ou à venir, en particulier l'élection d'une nouvelle administration, l'élargissement possible de la zone de libre-échange vers l'Amérique du Sud et la mise sur pied d'un bouclier antimissile auquel le Canada a été convié à participer. L'annuaire 2000 de la politique étrangère canadienne porte surtout sur la relation

(*) Le Chaire Téléglobe-Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, dirigée par le Professeur Charles-Philippe David, est en charge de cette rubrique depuis la publication du Volume 1 de l'*Annuaire Français de Relations Internationales*. La recension de l'année dernière fut rédigée par le Professeur Jean-François Rioux, mais attribuée à Charles-Philippe David qui a demandé que soit rectifiée cette erreur. La rédaction de l'*Annuaire* présente ses excuses à Jean-François Rioux, et le remercie d'avoir accepté de poursuivre sa participation à notre projet commun.

(**) Cette rubrique porte sur les revues et ouvrages publiés au Canada en 2000, avec une attention spéciale pour les auteurs francophones. Sauf exceptions, nous ne décrivons pas les contributions canadiennes dans des publications à l'étranger.

(***) Jean-François Rioux est Professeur associé en science politique à l'Université du Québec à Montréal et directeur de recherches à la Chaire Téléglobe-Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de cette université. Frédéric Ramel est chercheur post-doctoral à cette même Chaire, et chercheur associé au CLESID de l'Université Jean Moulin-Lyon III.

canado-américaine (Molot, MA & FO Hampson, *Canada Among Nations 2000 : Vanishing Borders*, Toronto, Oxford University Press, 2000), explorant des sujets comme le commerce bilatéral, les performances économiques des deux pays, l'avenir des accords de défense, les perceptions réciproques, etc. La seconde partie de l'ouvrage étudie certains liens multilatéraux, dont ceux avec l'OTAN et avec les pays d'Amérique latine.

La mondialisation et le commerce international

La revue *La Politique étrangère du Canada (Canadian Foreign Policy)* consacre beaucoup d'espace dans ses numéros 7 (2) et 7 (3) au thème du commerce international. La question du libre-échange dans les Amériques reçoit l'attention de plusieurs commentateurs, notamment à cause du grand Sommet des Amériques qui doit avoir lieu dans la ville de Québec en avril 2001. On doit aussi noter l'investigation de Philippe Chrestia, consacrée aux sommets internationaux dans *Etudes internationales* (XXXI (3), septembre 2000), au sein de laquelle l'auteur soutient que ces sommets remplacent les organisations internationales sur le plan institutionnel, et qu'ils sont à l'origine de l'adoption de nombreuses conventions internationales sur le plan normatif.

La sécurité humaine

La « sécurité humaine », le thème principal de la politique étrangère canadienne durant les dernières années, a encore été à l'honneur cette année. On retrouve notamment un texte de Peter Howard et Reina Neufeldt dans *La Politique étrangère du Canada* de juin 2000 où il est argumenté que la politique de sécurité humaine constitue une expression tangible de l'approche constructiviste qui prétend que les relations internationales sont à la base un ensemble de normes héritées du passé que l'on peut et que l'on doit modifier en introduisant de nouvelles idées et de nouvelles pratiques. La promotion par le Canada de l'interdiction des mines antipersonnel, de la création d'une Cour pénale internationale et de la maîtrise du trafic des armes légères sont perçues comme des démonstrations empiriques du constructivisme. Le même numéro de cette revue comprend un article de France Gaudreault sur la politique canadienne de contrôle des armes légères. On retient aussi deux articles sur la protection des enfants en situation de conflits armés. Erin Baines et Barry Burciul présentent une revue de la littérature dans ce domaine et recommandent des pistes d'action pour le gouvernement canadien. Mark Malan et Deirdre van der Merwe estiment qu'il faut développer un code de conduite volontaire international pour gouverner l'action des militaires confrontés aux enfants en situation de guerre.

La consolidation de la paix

La question de la consolidation de la paix dans les conflits civils continue de recevoir beaucoup d'attention dans les revues canadiennes. Dans le numéro 7 (3) de juin 2000 de *La Politique étrangère du Canada*, Diane Rowlands présente une synthèse des travaux sur le rôle des grandes institutions financières internationales, le FMI et la BIRD dans l'aide aux pays en proie à la guerre civile. Outre la question des politiques poursuivies en situation d'après-conflit, l'auteure étudie la possibilité d'actions

préventives de ces organisations, et explore des mesures qui peuvent être prises durant les conflits.

Récemment, un rapport commandé par l'organisation CARE Canada (*Mean Times*, Ottawa, Care Canada, 1999) a fait beaucoup de bruit au Canada parce qu'il évoquait la possibilité que les agences humanitaires puissent décider d'engager des mercenaires pour protéger leurs opérations à l'étranger. Dans un article de *La Politique étrangère du Canada* de juin 2000, Christopher Spearin s'oppose à cette solution, car il estime que l'embauche d'agences de sécurité privées aurait des conséquences néfastes sur le niveau de l'aide accordée par les gouvernements et la priorité à accorder à l'aide face aux coûteuses exigences des agences de sécurité. De plus, l'utilisation de mercenaires pourrait avoir pour conséquence de permettre aux tierces parties de se soustraire à l'obligation de tenter de favoriser des solutions politiques aux conflits.

Conflits internationaux

Un livre important a été copublié au Canada et aux États-Unis par Mats Berdal et David M. Malone (ce dernier étant le directeur d'origine canadienne de l'Académie internationale de la paix de New York). L'ouvrage intitulé *Greed and Grievance : Economic Agendas in Civil Wars* (Boulder, Lynn Rienner, et Ottawa, Centre de recherches sur le développement international, 2000) explore en particulier le lien entre la recherche du gain monétaire et les conflits civils qui déchirent certaines zones parmi les moins favorisées de la planète. Les auteurs identifient les trafics de drogue, de diamants, d'armes comme des causes majeures de ces guerres. Le livre laisse aussi la place à des interrogations sur le rôle que les politiques d'aide au développement, les sanctions économiques et l'assistance humanitaire peuvent jouer dans l'exacerbation ou la réduction de la violence.

Dans *Etudes internationales* (Vol. XXXI, n° 1, mars) Michel Fortmann offre une synthèse des théories sur l'avenir de la guerre, laquelle fait le point sur les approches systémiques mais aussi sociologiques afin d'expliquer la nature de l'ordre mondial contemporain. Cet article constitue un outil de travail fort utile en cette période de recomposition des grilles d'analyse en relations internationales.

Il ne faudrait pas oublier la contribution majeure à l'étude de la sécurité internationale publiée en France par un universitaire canadien. Dans *La guerre et la paix : approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie* (Paris, Presses de Sciences Po, 2000), le professeur Charles-Philippe David, de l'Université du Québec à Montréal, offre un des meilleurs aperçus possibles de tout un champ de l'étude des relations internationales, passant en revue les contributions de multiples chercheurs provenant aussi bien du monde anglo-saxon que de la francophonie. Le livre, bien organisé, bien écrit et très à jour, est une excellente source d'information qui sera utile autant aux étudiants qu'aux professionnels.

Elaboration de la politique étrangère

Au cours de l'année 2000, la revue *Etudes internationales* a publié un numéro spécial qui renvoie à la question théorique de l'influence des facteurs externes et internes sur l'élaboration de la politique étrangère. Dans ce numéro dirigé par Nel-

son Michaud et Kim Richard Nossal, les auteurs prennent comme objet empirique la politique étrangère du Canada entre 1984-1993 marquée par l'empreinte de Brian Mulroney. Les conclusions sont fort diverses et révèlent l'impact plus ou moins décisif du contexte international en mutation sur le processus décisionnel : ce qui permet de relativiser les ambitions généralisantes de certains paradigmes qui ont parfois cours dans la discipline. Ainsi, les nouvelles circonstances de l'environnement international expliquent largement la décision d'adhésion canadienne à l'Organisation des Etats américains, alors qu'au contraire, le facteur interne que représentent les traditions de privatisation inhérentes à quelques provinces favorise la mise en place du libre-échange nord-américain dans le secteur de l'énergie. Enfin, en ce qui concerne la position canadienne relative au maintien de la paix, la culture politique intérieure ainsi que les pressions du contexte international interagissent. Finalement, la lecture de ce numéro n'est pas seulement intéressante sur le plan de la politique étrangère canadienne en soi mais elle est aussi fort stimulante sur le plan méthodologique. Le niveau d'analyse et la nature de l'objet considéré priment sur un choix paradigmatique et dogmatique. C'est d'ailleurs ce souci en matière épistémologique (peu explicité par les auteurs eux-mêmes) qui fait l'un des intérêts majeurs de cette investigation collective.

Un deuxième numéro spécial d'*Etudes internationales* (Vol. XXXI, n° 4, décembre 2000) représente la seconde publication de l'année 2000 concernant une grande figure canadienne des relations internationales, le sénateur-diplomate Raoul Dandurand, après la réédition de ses mémoires (*Raoul Dandurand le sénateur-diplomate : Mémoires 1861-1942*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2000, 352 p.). Ami de Léon Bourgeois et d'Aristide Briand, Raoul Dandurand incarne l'une des principales figures du mouvement de pacification internationale dans les années vingt. Elu président de la Société des Nations en 1925, il se distingue tout particulièrement par sa lutte acharnée en faveur du règlement pacifique des différends entre Etats par la voie de l'arbitrage obligatoire de la Cour permanente de La Haye.

Les auteurs de ce numéro dirigé par Charles-Philippe David et préfacé par Albert Legault font de nombreux parallèles entre les années vingt et les années quatre-vingt-dix, des décennies caractérisées par un sursaut d'idéalisme dans les relations internationales. Le numéro apporte deux séries d'enseignements complémentaires.

La première porte sur les idées et les actions de Raoul Dandurand au sein des institutions internationales de l'époque afin de dégager l'héritage que l'homme politique canadien lègue au plan des relations entre Etats. A titre d'illustration, on apprend que celui-ci se fit le promoteur du désarmement, de l'essor du commerce et du droit des minorités. Dans une certaine mesure, il s'agit là de préoccupations qui renvoient à certains éléments de la politique de « sécurité humaine » telle que développée par le gouvernement canadien depuis quelques années.

La seconde série d'apports concerne la place et le bilan d'actions réciproques de la SDN et de l'ONU. Ces éléments historiques permettent de contextualiser la réflexion de Raoul Dandurand et d'en évaluer l'effectivité institutionnelle. A cet égard, force est de constater la difficile mise en œuvre des préceptes défendus avec fougue par l'homme politique. Les résultats de la SDN furent encourageants, mais très limités. Quant à l'ONU, les événements récents affaiblissent également la portée de l'institution. Par conséquent, cette étude à la fois biographique, conceptuelle et historique sur Raoul Dandurand permet non seulement de mieux saisir sa personna-

lité, mais aussi le caractère à la fois innovateur et fragile de ses objectifs politiques à la teneur idéaliste.

On remarque aussi une biographie récente d'un collègue du sénateur Dandurand, le ministre Ernest Lapointe qui fut, jusqu'à sa mort en 1941, le « *lieutenant québécois* » du Premier Ministre Mackenzie King. La biographie met l'accent sur le rôle d'Ernest Lapointe dans les débats de politique internationale des années 1920 et 1930, notamment l'émancipation du Canada de la Grande-Bretagne et la question de la participation à la Seconde Guerre mondiale (MacFarlane, John, *Ernest Lapointe and Quebec's Influence on Canadian Foreign Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1999). Tout comme les publications consacrées à Dandurand, cet ouvrage témoigne du fait que les francophones canadiens ont eu une importance plus grande sur la politique étrangère que ce qu'en ont laissé croire naguère plusieurs historiens, tant de langue anglaise que française.